

Non au gel des postes et à la dégradation de nos conditions de travail

Alors que nous fêtons, il y a encore quelques jours, le départ à la retraite bien mérité de deux " tontons " de la rédaction, nous avons appris que la direction avait préparé des cadeaux de départ inattendus. Le gel des deux postes devenus vacants : celui de journaliste bilingue et celui de journaliste reporter d'images. Une décision d'autant plus étonnante que lors du comité d'entreprise du mois de mars, cette éventualité n'a jamais été évoquée par la direction.

Ces décisions ne sont pas neutres. Elles auront des conséquences directes et concrètes sur le quotidien des équipes. Ne nous y trompons pas ces économies sont réalisées sur le dos des salariés et en particulier sur ceux qui sont toujours présents pour assurer la continuité du service public.

À travers le gel de ces postes, la CFDT dénonce une augmentation de la charge de travail pour les journalistes, une polyvalence forcée au détriment de la qualité et des conditions d'exercice de nos métiers qui auront pour conséquence un épuisement des équipes et feront courir un risque psycho-social aux salariés.

Avec les effectifs que nous avons, il y avait peu de place pour l'enquête, "l'actualité froide", les magazines. La situation va donc se dégrader, il faudra produire autant, avec moins d'effectifs, pour remplir des journaux toujours plus longs. Nous perdrons en qualité éditoriale et le public polynésien ne mérite ce manque de considération.

Quel message envoie la direction quant à la valorisation de la langue tahitienne ? Le gel du poste de journaliste bilingue est particulièrement préoccupant car il fragilise la production de contenus en langue tahitienne, il va à l'encontre des engagements de valorisation culturelle et linguistique et il surcharge les journalistes déjà en poste, contraints d'absorber ces missions supplémentaires.

La CFDT demande la levée immédiate du gel de ces deux postes et des mesures concrètes pour garantir des conditions de travail dignes et soutenables. Nous refusons que les équipes continuent de payer le prix de décisions budgétaires injustifiées. Nous refusons la dégradation de nos métiers et de nos conditions de travail.